



# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi  
N°29 2024

### Faits saillants

- ❖ **Bangladesh** : Le gouvernement intérimaire souhaite mettre à jour différents plans stratégiques ;
- ❖ **Bhoutan** : Présentation de Gelephu, projet de la ville de la pleine conscience, lors du *Bhoutan Innovation Forum* ;
- ❖ **Inde** : Nomination de trois nouveaux membres au *Monetary Policy Committee* (MPC) de la RBI ;
- ❖ **Népal** : Publication des indicateurs macroéconomiques du premier mois de l'exercice budgétaire 2024-25 par la Nepal Rastra Bank ;
- ❖ **Pakistan** : Révision à la hausse du PIB pakistanais pour l'année budgétaire 2024 ;
- ❖ **Sri Lanka** : Premiers pas du nouveau Président de la République.

#### À RETENIR

**9,2%**

Taux d'inflation au Bangladesh pour le mois  
de septembre 2024

# Bangladesh

## Le gouvernement intérimaire souhaite mettre à jour différents plans stratégiques

Le gouvernement intérimaire a fait plusieurs annonces quant aux documents stratégiques préparés par le précédent gouvernement. Tout d'abord, l'équivalent du Conseil des ministres a validé la mise à jour du « *Export Policy 2024-27* » qui avait été approuvé en juillet dernier par la précédente administration. Ce document avait pour ambition d'atteindre 110 Mds USD d'exportations d'ici à 2027, alors que celles-ci stagnent autour de 40 Mds USD. La cible sera ainsi revue à la baisse, tandis que les subventions publiques post-graduation de 2026 pourraient être modifiées. Le gouvernement intérimaire reprendra par ailleurs les travaux menés dans le passé sur la stratégie de transition hors de la catégorie des Pays les Moins Avancés, avec une stratégie qui pourrait être révélée d'ici la fin octobre.

Dans le même temps, le ministère du Plan a mis sur pied début septembre une task-force chargée de mettre sur pied une stratégie de développement de l'économie. Le conseiller en charge de la planification a en effet indiqué que le 9<sup>ème</sup> Plan quinquennal est désormais abandonné. Un premier rapport sera remis par cette task-force à la fin de l'année et visera à alimenter une feuille de route pour de premiers résultats concrets d'ici un ou deux ans.

## Les transferts des migrants à nouveau en hausse

Depuis la décision prise en mai de relâcher la contrainte sur le taux de change USD/BDT et malgré le mouvement étudiant de juillet-août, les transferts financiers des expatriés s'inscrivent à un niveau élevé. Ils atteignent sur les trois premiers mois de l'année fiscale 6,5 Mds USD, soit une hausse de 33% par rapport à la même période de l'année dernière. Cette hausse de l'offre a permis de stabiliser le marché des changes autour de 120 taka pour un dollar, ramenant à zéro la différence entre le taux informel et le taux interbancaire qui incitait les expatriés à utiliser d'autres canaux illégaux (hundi). Par ailleurs, deux autres mécanismes sont probablement à l'œuvre : une préférence spontanée pour le canal formel afin de soutenir l'économie du pays et, surtout, l'assèchement du blanchiment d'argent à l'étranger, qui alimentait le hundi.

## Une mission d'identification du FMI au Bangladesh appelle à une poursuite de la politique monétaire restrictive

Du 24 au 30 septembre, une mission du FMI, dirigée par Chris Papageorgiou (Chief of the Development Macroeconomics Division, FMI), a visité Dacca pour évaluer les besoins de financement du gouvernement intérimaire ainsi que ses priorités. Dans un communiqué, le FMI rappelle que l'instauration d'un gouvernement intérimaire a contribué à la stabilisation économique du pays. Cependant, il brosse un tableau inquiet de la situation actuelle, caractérisée par une inflation persistante, une détérioration de la balance des paiements, une accumulation des arriérés de paiement, une collecte insuffisante des recettes fiscales et un renforcement des vulnérabilités du secteur financier.

Dans ce contexte, les autorités bangladaises et le FMI ont mené des discussions sur les réformes nécessaires pour faire face à ces défis. Le FMI appelle le gouvernement à entreprendre des ajustements politiques, notamment en poursuivant sa politique monétaire restrictive. De nouvelles discussions sur un soutien renouvelé du FMI auront lieu lors de ses prochaines Assemblées annuelles à Washington DC, à partir du 22 octobre.

De plus, le conseiller en chef du Bangladesh, le Professeur Yunus, a rencontré la Directrice générale du FMI, Mme Kristalina Georgieva, à New York, en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies la semaine dernière. Lors de la réunion, le FMI aurait assuré qu'il accélérerait le soutien financier au gouvernement et qu'un nouveau programme de prêt pour le Bangladesh pourrait être initié, ou que le programme de prêt existant pourrait être prolongé.

## L'inflation passe sous la barre des 10 % en septembre

L'inflation a chuté à 9,92 % en septembre, contre 10,49 % en août, après avoir atteint un record de 11,66 % en juillet. Cette baisse est principalement attribuée au recul des prix alimentaires, après plusieurs semaines de perturbations politiques, sociales et économiques. L'inflation reste donc au-dessus de 9 % depuis mars, bien que la banque centrale ait relevé ses taux directeurs à plusieurs reprises au cours des derniers mois.

La hausse des prix alimentaires est revenue de 11,36 % à 10,4 %, tandis que l'inflation non alimentaire a légèrement fléchi, de 9,74 % à 9,5 %. Au point de vue spatial, une disparité est toujours visible entre les zones rurales, qui enregistrent une inflation de 10,15%, contre 10,95% en glissement mensuel, et les zones urbaines dont le taux d'inflation est plus faible à 9,83%, contre 10,01% en août. Selon le Bureau des statistiques, le taux de croissance des salaires nationaux en septembre était de 8,01 %, légèrement en hausse par rapport à 7,96 % en août. Toutefois, la dérive des salaires demeure inférieure à l'inflation depuis 32 mois.

# Bhoutan

## Présentation de Gelephu, projet de la ville de la pleine conscience, lors du *Bhoutan Innovation Forum*

Un sommet sur l'innovation réunissant près de 1000 personnalités bhoutanaises et internationales a eu lieu du 1<sup>er</sup> au 3 octobre à Paro, au Bhoutan. Parmi les 35 sessions de discussions, une conférence spéciale a été consacrée au projet de développement de la ville de Gelephu (*Mindfulness and Innovation : A Vision for Peace and Prosperity*), en présence du roi du Bhoutan, afin de présenter les détails opérationnels entourant le projet de la ville de la pleine conscience.

Ce projet s'inscrit dans une vision de long terme, visant à faire de Gelephu, ville frontalière de l'Inde, un moteur de croissance durable du pays pour les deux prochaines décennies. Annoncé en décembre 2023 par le roi du Bhoutan, le projet de Gelephu reflète l'engagement du Bhoutan à concilier croissance économique, culture et environnement. Le projet de la ville de la pleine conscience vise à attirer des investissements étrangers compatibles avec les valeurs nationales et les principes de Bonheur National Brut tels que la santé, les services informatiques et les énergies renouvelables. Le projet ambitionne également de générer des emplois à haute valeur ajoutée. S'agissant du plan juridique et administratif, Gelephu bénéficie d'un régime exorbitant de droit commun.

La collaboration avec certaines parties prenantes a été confirmée lors de la Conférence, notamment avec la construction d'un aéroport international capable d'accueillir 1,3 million de passagers lors de la première phase du projet, réalisée par le groupe singapourien Changi Airport, et le lancement de la banque Oro Bank, élaborée par l'entreprise britannique Finastra pour le projet, pour assurer la gouvernance financière de la ville. De plus, la création d'une monnaie propre à Gelephu, le Ter, cryptomonnaie adossée sur l'or, confirme l'autonomie financière de la ville, en dehors du contrôle de la Banque centrale bhoutanaise en matière de régulation financière. Il a également été précisé que le cadre législatif de Gelephu s'inspirerait du droit singapourien, afin d'assurer la création d'un environnement compréhensible par les investisseurs étrangers.

Cependant, le projet de Gelephu demeure un pari risqué pour le Bhoutan. L'ampleur des financements publics requis demeure inconnu à ce jour, posant un risque potentiel pour l'équilibre budgétaire du pays. Pour rappel, le Bhoutan enregistre un déficit public s'établissant à 5% et une dette publique représentant 130% du PIB.

## Signature d'un partenariat entre *Reliance Group* et *Druk Holding and Investment* (DHI) couvrant la production d'énergie solaire et d'hydroélectricité

La holding publique bhoutanise DHI et le groupe indien, contrôlé par Anil Ambani, *Reliance Group*<sup>1</sup> ont conclu un partenariat stratégique lors du *Bhutan Innovation Forum* visant à développer 500 mégawatts de capacité solaire et 700 mégawatts de capacité hydroélectrique. Les projets d'énergie solaire, déployés à Gelephu sur deux ans, constitueront la plus grande installation solaire du Bhoutan.

Parallèlement, *Reliance Infra Limited* et DHI développeront conjointement le projet hydroélectrique de Chamkharchhu-I.

Bien que le montant de l'investissement fourni par Reliance Group n'ait pas été révélé, il constituera le plus important flux d'investissements direct étranger initié par une compagnie indienne dans les énergies renouvelables au Bhoutan.

Pour mémoire, DHI s'est lancé dans le minage du bitcoin en 2023, après avoir contracté un prêt sous forme d'emprunt obligataire à hauteur de 540 MUS\$ auprès de l'Autorité monétaire du Bhoutan. Les détails relatifs à la nature du projet entre Reliance et DHI restent inconnus à ce jour.

## Inde

### *Indicateurs macroéconomiques*

#### Nomination de trois nouveaux membres au Monetary Policy Committee (MPC) de la RBI

Le Gouvernement fédéral vient d'annoncer la nomination de trois nouveaux membres au Comité de Politique Monétaire de la RBI. Ces trois nouveaux membres, nommés pour quatre ans, remplacent les professeurs Ashima Goyal, Jayanth Varma et M. Shashanka Bhide. Il s'agit de Saugata Bhattacharya, ancien chef économiste de l'une des principales banques privées, Axis Bank, du Docteur Nagesh Kumar, Directeur de l'Institut de recherche en développement industriel ; du professeur Ram Singh, Directeur de l'Ecole d'Economie de Delhi. Le Comité, qui se réunit de manière bimestrielle, a notamment pour mandat de déterminer l'orientation de la politique monétaire et d'arrêter les décisions de taux directeurs.

Pour mémoire, le MPC est composé de six membres, dont la moitié, à savoir le Gouverneur, le sous-gouverneur chargé de la politique monétaire et une troisième personne, sont des représentants de la RBI. Les trois nouveaux membres, qui participeront au prochain MPC prévu la semaine prochaine, se substitueront notamment à deux « colombes », les Professeurs Varma et Goyal, dont les voies dissonantes soulignaient dernièrement le caractère indûment restrictif de la politique monétaire de la RBI et militaient en faveur d'une baisse des taux directeurs.

---

<sup>1</sup> Pour mettre en œuvre ces capacités, le groupe d'Anil Ambani a annoncé la création de Reliance Entreprises, une filiale à part égales entre Reliance Infrastructure et Reliance Power, spécialisée dans le développement d'énergies vertes au Bhoutan.

## Léger creusement du déficit courant et moindres entrées de capitaux pour financer ce déficit

Le déficit de la balance des paiements courants s'est creusé au T1 2024/2025 (avril-juin), revenant d'un excédent de 4,6 Mds USD au dernier trimestre de l'exercice précédent à -9,7 Mds USD ; cette évolution est imputable à la nette détérioration du solde commercial, déficitaire de 65 Mds USD contre -52 Mds USD le trimestre précédent, alors que l'excédent des services diminuait, de 42,7 Mds USD au T4 2023/2024 à 39,7 Mds USD ; les transferts privés ont également affiché un recul sur la période, de 28,7 Mds USD au T4 2023/2024 à 26,4 Mds USD au T1 2024/2025.

Le compte financier a également enregistré une nette contraction de son excédent, revenu de 25,6 Mds USD au T4 2023/2024 à 14,4 Mds USD au T1 2024/2025. Les flux nets d'investissements directs ont enregistré un rebond, de 2,3 Mds USD à 6,3 Mds USD, qui a été contrebalancé par le tarissement des entrées nettes au titre des investissements de portefeuille, de 11,4 Mds USD à 900 M USD. Les entrées au titre des *Autres Investissements* sont également en retrait, de 11,3 Mds USD au T4 2023/2024 à 6,5 Mds USD au T1 2024/2025, en liaison avec la diminution des emprunts/financements en devises des entreprises indiennes du secteur non-financier, qu'il convient de rapprocher du recul des exportations de biens de 9,0 %.

L'excédent de la balance globale se réduit nettement sur la période, revenant de 30,7 Mds USD à 5,3 Mds USD, alors qu'il s'inscrivait à 24,4 Mds USD au premier trimestre 2023/2024.

## Déficit budgétaire de l'Etat central s'inscrivant à 27 % de la cible de déficit au cours des cinq premiers mois 2024/2025

Les recettes budgétaires de l'Etat central ont atteint leur plus haut niveau depuis deux décennies, à 39 % du total des recettes, à la faveur des transferts exceptionnellement élevés de la RBI à l'Etat, sous forme de dividende mais également d'une collecte fiscale bien orientée. Malgré la baisse de 6,0 % des recettes tirées de l'impôt sur les sociétés, celles induites par l'impôt sur le revenu des personnes physiques et les impôts indirects ont crû de respectivement 26 % et 11 % en glissement annuel.

Les dépenses courantes n'ont augmenté que de 4 %, s'inscrivant à 36 % du total des dépenses budgétées sur l'ensemble de l'exercice et maintenant ainsi la trajectoire des dépenses à l'un des niveaux les plus bas depuis vingt ans. Les dépenses d'investissement en capital sont en recul de 19 % par rapport à la même période de l'exercice précédent, enregistrant même une contraction de 30 % en août.

Dans ce contexte, le déficit de l'Etat central s'inscrit à 4,7 % en moyenne glissante sur douze mois, alors que le ministre des finances s'était assigné une cible de 4,9 % sur l'ensemble de l'exercice. Pour rappel, le déficit de l'Etat central représente 27 % de la cible de l'exercice, contre 39 % l'an dernier, ce qui fait de ce solde l'un des plus faibles au cours des deux décennies passées et signale le faible rôle d'entraînement de la politique budgétaire de l'Etat central sur le cycle économique.

## Vers de nouvelles émissions d'obligations vertes de l'Etat central

L'Etat central devrait procéder à de nouvelles émissions d'obligations vertes au cours de l'exercice 2024/2025, sous forme de quatre lignes de 50 Mds INR chacune, soit un total de 200 Mds INR (2,4 Mds USD), selon les propos tenus par le ministre des Finances, Mme Sitharaman.

Ces quatre tranches devraient être émises au second semestre de l'exercice, à partir de novembre. La première ligne, portant sur une échéance de 10 ans, devrait être émise dans la semaine du 25 au 29 novembre. La deuxième ligne, échéance 30 ans, sera émise dans la semaine du 9 au 13 décembre. La troisième, afférente à une ligne à dix ans, sera émise dans la semaine du 27 au 31 janvier. Enfin, la dernière tranche sera émise dans la semaine du 17 au 21 février, portant sur une échéance à 30 ans.

Le cas échéant, le gouvernement se réserve la possibilité d'abonder chaque ligne à hauteur de 20 Mds INR (240 M USD), afin de répondre à une demande additionnelle des souscripteurs. Pour mémoire, les émissions brutes totales de l'Etat devraient s'élever à 6610 Mds INR (80 Mds USD) au second semestre 2024/2025 (octobre 2024-mars 2025), soit 47 % de l'enveloppe budgétée sur l'ensemble de l'exercice.

## Népal

### Publication des indicateurs macroéconomiques du premier mois de l'exercice budgétaire 2024-25 par la Nepal Rastra Bank

Selon la Banque centrale népalaise, l'indice des prix à la consommation (IPC) s'établit à 4,10% en glissement annuel pour le premier mois de l'exercice budgétaire 2024/25<sup>2</sup>, contre 7,52% l'année précédente à la même période et 3,57% le mois précédent. Par ailleurs, la hausse des prix des denrées alimentaires demeure élevée, à 6,17% contre 8,90% un an plus tôt. Pour rappel, le taux d'inflation était de 5,4% au terme de l'exercice budgétaire 2023/24<sup>3</sup>, avec un objectif de 5,5% pour 2024-25.

S'agissant des déséquilibres extérieurs, le déficit commercial progresse de 0,4%, conséquence d'une baisse des exportations de 10% (en g.a.). Les exportations vers la Chine ont chuté de 60%, tandis que celles vers l'Inde ont diminué de 10% sur la période sous revue. Parallèlement, les transferts de fonds des migrants ont progressé de 18%, atteignant un total de 1,02 Md USD au 15 août 2024, contre 880 M USD l'année précédente à la même période.

Le compte courant enregistre un excédent de 230,4 M USD, contre 101,3 M USD à la même période de l'an dernier. De plus, la balance des paiements maintient un excédent de 305,1 M USD au premier mois de l'exercice, comparé à 276,5 M USD un an plus tôt. Pour rappel, l'excédent courant à la fin de l'exercice précédent représentait

---

<sup>2</sup> Le premier mois de l'exercice couvre la période allant du 15 juillet au 15 août 2024.

<sup>3</sup> Cela représente la période allant du 15 juillet 2023 au 14 juillet 2024.

3,0% du PIB, grâce à la limitation des importations et à la forte hausse des transferts de migrants.

Les réserves de change ont progressé de 2,0%, atteignant 15,6 Mds USD, dont environ 22% en roupies indiennes. Ces réserves couvrent 13,5 mois d'importations de biens et services et représentent 36,5% du PIB.

## Prévision de croissance de la Banque mondiale

D'après la Banque mondiale, la croissance économique du Népal devrait atteindre 5,1% au cours de l'exercice 2024/25, et avoisiner 5,5% en 2025/26. Le secteur des services devrait être le principal moteur de cette croissance, porté par les bonnes performances du tourisme, de l'immobilier et des échanges commerciaux. Les arrivées de touristes sont estimées à 1,6 million en 2024/25. La croissance du secteur industriel est également attendue à moyen terme, en raison du développement de projets hydroélectriques et de construction.

L'excédent commercial est amené à se réduire, de 3,9% du PIB en 2023/24 à 2,2% du PIB en 2025/26, en raison d'une hausse des importations alimentée par une demande intérieure croissante. Les exportations d'électricité sont également appelées à progresser au cours des deux prochains exercices budgétaires. Par ailleurs, les réserves de change devraient couvrir l'équivalent de neuf mois d'importations au terme de l'exercice 2025/26.

Cependant, des risques entourant le maintien d'un niveau soutenu de transferts de migrants ont été exprimés dans le rapport de la Banque mondiale, en raison du coût élevé des migrations, associé à des conditions de travail précaires. Pour rappel, selon le dernier recensement des ménages en 2021, 23,3% des ménages népalais comptent un membre vivant à l'étranger, représentant au total 7,5% de la population nationale.

Ces prévisions de croissance économique demeurent supérieures à celles formulées par la Banque asiatique de développement (BAsD), qui prévoit une croissance de 4,9% à l'exercice 2024/25, et inférieures à la cible fixée par le Népal, de l'ordre de 6,0%.

# Pakistan

## Révision à la hausse du PIB pakistanais pour l'année budgétaire 2024

La croissance du PIB pakistanais pour l'exercice 2023-24 a été révisée à 2,52 % en g.a., contre 2,38 % (estimation de juin 2024), l'agriculture ayant connu une bonne saison et un effet de rattrapage par rapport aux fortes moussons de l'année budgétaire 2023. La croissance était de 3,07 % au quatrième trimestre 2024, dernier chiffre connu, car la croissance pour le premier trimestre de l'exercice budgétaire 2025 n'est pas rendue publique à ce stade par le ministère des Finances.

## Analyses de croissance contrastées et prudentes pour l'exercice budgétaire en cours

Pour la construction de son budget, le gouvernement avait retenu l'objectif de croissance de 3,5 % pour l'année 2025, le FMI qui adhère à cet objectif en juin dernier l'estime aujourd'hui à 3,2% (comme l'agence de notation Fitch). La Banque asiatique de développement émet l'hypothèse que la croissance 2025 s'établira à 2,8% et la Banque mondiale voit la croissance à 2,3 % en 2024-25.

Les analyses sur la croissance de l'année budgétaire 2025 reposent sur deux interrogations sectorielles essentielles : les prévisions de résultats de l'agriculture et de la production textile. Selon certains experts, les récoltes pourraient être affectées par les moussons et entraîner une baisse de la production de coton de 60% cette année ce qui exercera une incidence défavorable sur le secteur textile. Selon d'autres sources, la production textile commence à se relever : les exportations textiles (tous secteurs confondus) ont ainsi augmenté de 13% en g.a. en septembre 2024 (meilleurs résultats depuis 26 mois) selon la fédération professionnelle des producteurs textiles (APTMA). L'amélioration des résultats du secteur serait liée au report vers le Pakistan de certaines commandes textiles qui bénéficiaient auparavant au Bangladesh.

## Progression du déficit commercial de 4,24 % au premier trimestre de l'année budgétaire 2025

Le déficit commercial s'est établi à 5,4 Mds USD contre 5,2 Mds USD au premier trimestre de l'exercice 2024. Les exportations du Pakistan ont augmenté de 14,11 % pour atteindre 7,9 Mds USD au cours du premier trimestre de l'exercice en cours, contre 6,9 Mds USD au cours du premier trimestre de l'année budgétaire 2024. Le déficit commercial du mois de septembre s'est creusé de 1,89 % par rapport à août. Pour le seul mois de septembre, le déficit commercial a augmenté de 20,35 % en g.a. Les analystes s'attendent à ce que le retour des commandes dans le secteur textile (+17% d'augmentation des exportations de vêtements en septembre), conjugué avec une mauvaise récolte du coton, entraîne une dynamique des exportations durablement corrélée aux importations.

## Baisse de l'inflation à 6,93% en septembre

Selon le Bureau pakistanais des statistiques (PBS), l'indice des prix à la consommation (IPC) s'est établi en g.a. à 6,93 % en septembre 2024. Il s'agit du troisième mois consécutif de baisse de l'inflation après 11,1 % en juillet et 9,6 % en août. L'IPC est au plus bas niveau depuis 44 mois. En septembre 2024, l'IPC urbain augmentait de 9,3 % en g.a. alors que l'IPC rural progressait de 3,6 % en g.a. Dans leur dernier rapport qui date de septembre, les services du FMI prévoient que la moyenne de l'inflation pour 2025 devrait se fixer à 9,2 % en 2025, soit une baisse importante par rapport aux 23,4 % de l'exercice 24.

## Rachat d'emprunts du Trésor (T-Bills) auprès des banques locales

Dans le sillage du rejet mercredi dernier par la Banque centrale des soumissions des banques aux adjudications de bons du Trésor pour un montant de 1425 Mds PKR (4,75 Mds USD), le gouvernement continue de vouloir réduire le coût de son endettement auprès des banques locales (emprunts effectués entre 22 et 16 %). Le gouvernement a ainsi racheté par anticipation 351 Mds PKR (1,26 Md USD) de T-Bills à 16,01 % sur les marchés afin de réduire le coût du service de la dette domestique. Cette opération a été rendue possible grâce aux bénéfices de la SBP transférés au budget de l'Etat au cours de l'année budgétaire 2024/2025, à hauteur de 2700 Mds PKR (9 Mds USD). Une autre opération contribuant au reprofilage de la dette du gouvernement devrait avoir lieu prochainement. En parallèle, le ministère des Finances annonce une nouvelle vague d'émissions de bons du Trésor à partir de la fin octobre. Le rendement de ces nouveaux papiers va être défini prochainement dans un contexte où l'inflation est passée sous les 7%. Ces différentes opérations pourraient contribuer à réduire la charge d'intérêt de la dette entre 10 et 15 Mds PKR (entre 36 et 54 M USD).

## Collecte fiscale légèrement en dessous de l'objectif pour le premier trimestre de l'exercice 2025

Au cours du premier trimestre de l'année budgétaire 2025 (de juillet à septembre 2024), l'administration fiscale (Federal Board of Revenue -FBR) a perçu 2 556 Mds PKR (l'objectif défini par le ministère des Finances s'élevait à 2 652 Mds PKR). On rappellera que les services du FMI avaient averti Islamabad à la veille de l'approbation par le Conseil d'administration du FMI de la Facilité élargie de crédit de 7 Mds USD que si la cible du premier trimestre n'était pas atteinte, le gouvernement allait devoir envisager de prendre des mesures supplémentaires en matière de recettes au cours de l'exercice en cours.

## Mission de la BAsD sur les réformes

La Banque asiatique de développement (BAsD) effectue une mission à Islamabad depuis le 30 septembre jusqu'au 18 octobre 2024 pour examiner au sein des administrations l'état d'avancement du programme de réformes, la mobilisation et l'utilisation des ressources domestiques (sujet du « tableau de bord »), comprendre où en est la réforme des sociétés publiques et le projet de numérisation de l'administration fiscale. La mission engagera un dialogue sur les politiques avec ses homologues du gouvernement au sujet des réformes prioritaires.

## Premières mesures pour dynamiser l'activité du port de Gwadar

Le Cabinet du Premier ministre a constitué un groupe interministériel dont l'objectif est d'accroître la rentabilité et le trafic de ce port, construit sur des prêts chinois dans le cadre des engagements du CPEC (China-Pakistan Economic Corridor). Le groupe de

travail prend note du fait (i) que l'activité du port de Gwadar est sous-optimale (seuls douze navires ont livré Gwadar) au cours de l'année budgétaire 2024 (0,45 million de tonnes métriques de blé, 0,4 million de tonnes métriques d'urée, 0,1 million de tonnes métriques de farine de blé) ; (ii) que le manque de sociétés privées voulant desservir l'arrière-pays depuis Gwadar explique que la société National Logistics Company (NLC) soit dans une situation de quasi-monopole. Dans ce contexte, le gouvernement a abaissé le niveau de la contribution annuelle, pour un montant non divulgué, de la concession du port de Gwadar opéré par « China Overseas Port Holding Company Ltd » (COPHCL) et exempté de taxes les droits de stationnement des navires pour améliorer l'attractivité du site portuaire. Exécutant une demande du Premier ministre, le groupe interministériel a demandé que la Trading Corporation of Pakistan importe 60 % des importations de produits de base via Gwadar.

## Le gouvernement repousse d'un mois la soumission des offres pour la privatisation de la PIA

M. Usman Bajwa, secrétaire de la Commission de privatisation, avait informé la semaine dernière que les propositions des soumissionnaires avaient été transmises par les six soumissionnaires présélectionnés (Fly Jinnah Limited, Air Blue Limited, Arif Habib Corporation Limited, Yunus Brothers group, Pak Ethanol et Blue World City). Néanmoins, le gouvernement a reporté d'un mois la soumission des appels d'offres pour la privatisation de 60% du capital de la Pakistan International Airlines (PIA), en repoussant la date de celle-ci du 1<sup>er</sup> au 31 octobre 2024

La décision de report serait liée au moindre intérêt des six consortiums présélectionnés en juin dernier qui s'expliquent par des désaccords concernant la capitalisation requise, le nombre de nouveaux aéronefs que l'acquéreur devra mettre en service, la date de réouverture des vols vers l'Europe des aéronefs de la PIA ou le nombre d'employés de la PIA que la société adjudicataire devra reprendre.

# Sri Lanka

## Premiers pas du nouveau Président de la République

Dès sa prise de fonction, le Président a procédé à la dissolution du Parlement et fixé les élections législatives au 14 novembre prochain. Il a nommé une Première ministre, Mme Harini Amarasuriya, troisième femme à occuper une fonction tenue par des hommes depuis 2000. Il a confirmé que les discussions avec le FMI allaient reprendre et la restructuration de la dette se poursuivraient. Il a par ailleurs décidé d'une hausse des subventions aux producteurs de riz pour l'achat d'engrais (qui passe au 1<sup>er</sup> octobre de 15 000 à 25 000 LKR/ha), de la mise en place d'un mécanisme de subvention au carburant pour les pêcheurs à la même date (25 LKR/litre) –mesures reportées à la demande de la commission électorale - et celle, d'ici trois mois, de la création d'un comité chargé d'accélérer la mise en œuvre des projets étrangers dans le secteur de

l'énergie et de ceux financés par les bailleurs internationaux. Enfin il a annoncé la reprise de la délivrance de visas en ligne, ce qui est de nature à faciliter les flux touristiques, mais semble encore poser quelques problèmes juridiques. Un budget intérimaire pour le 1<sup>er</sup> trimestre de 2025 devrait être présenté au Parlement en novembre et le budget de l'année adopté en janvier.

## Reprise des discussions avec le FMI

Des délégués du Fonds sont au Sri Lanka cette semaine dans le cadre de « discussions préliminaires » avec les nouvelles autorités du pays, qui ne devraient pas porter sur le contenu de l'accord de 2023. La délégation est conduite du côté du Fonds par la directrice du Département Asie Pacifique Krishna Srinivasan ; le Secrétaire du Trésor (le seul haut fonctionnaire maintenu en fonction avec le Gouverneur de la Banque centrale) et des conseillers du Président participeront du côté srilankais. Une délégation srilankaise se rendra ensuite fin octobre au siège du Fonds.

## Le Japon reprend les décaissements sur ses onze projets suspendus lors du défaut du Sri Lanka sur sa dette externe

Parmi ceux-ci figurent le Bandaranaike International Airport (BIA) Development Project, Colombo Port Eastern Terminal Development Project, Central Expressway Construction et Digital Broadcasting Project. La relance du Light Railway Transit (LRT) est également à l'étude (1,5 Md USD) ; son annulation unilatérale par le Président Rajapaksa en 2021 avait conduit Sri Lanka à régler 3,4 M USD à un cabinet de conseil japonais.

## Indicateurs macroéconomiques des premiers mois de 2024

Les exportations srilankaises ont enregistré une progression de 6,5% en glissement annuel au cours des huit premiers mois de l'année pour atteindre 8,4 Mds USD pour les biens (+5,4%) et 2,2 Mds USD pour les services (+7,6%). Les arrivées de touristes à fin septembre se sont élevées à 1,5 million (à comparer à un peu plus de 1 million à la même date de l'année précédente), pour un objectif annuel de 2,3 millions, censé rapporter 4 Mds USD de devises au pays. L'inflation en g.a. s'est établie en négatif pour la première fois depuis neuf ans fin septembre à -0,5%. Enfin, la croissance 2024 a été revue à la hausse par la Banque centrale, qui vient de porter sa prévision de 3 à 4% (à comparer à 1,2 % pour le FMI, 2,2% pour la Banque mondiale et 2,6% selon la Banque Asiatique de développement).

## Le FMI recommande la création d'un taux directeur unique

Dans le cadre d'un programme d'assistance technique à la Banque centrale du Sri Lanka (CBSL), le FMI recommande l'introduction d'un taux directeur unique pour renforcer la lisibilité de la politique monétaire, la modification du ratio des réserves obligatoires et l'opérationnalisation des facilités permanentes pour constituer un

corridor de taux d'intérêt. Ces recommandations visent à améliorer le fonctionnement du mécanisme de transmission de la politique monétaire à l'économie réelle et à soutenir la CBSL dans la réalisation de son principal mandat, à savoir la stabilité des prix, condition préalable à la stabilité macroéconomique et à une croissance économique pérenne.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

|                   | Moody's   |             | Standard & Poor's |             | Fitch |             | Coface      |                     |
|-------------------|-----------|-------------|-------------------|-------------|-------|-------------|-------------|---------------------|
|                   | Note-pays | Perspective | Note              | Perspective | Note  | Perspective | Risque-pays | Climat des affaires |
| <b>Inde</b>       | Baa3      | Stable      | BBB-              | Positive    | BBB-  | Stable      | C           | A4                  |
| <b>Bangladesh</b> | B1        | Stable      | BB-               | Négative    | BB+   | Négative    | C           | C                   |
| <b>Pakistan</b>   | Caa3      | Stable      | CCC+              | Stable      | CCC+  | Négative    | D           | C                   |
| <b>Sri Lanka</b>  | Ca        | Stable      | SD                | Négative    | CCC-  | -           | D           | B                   |
| <b>Maldives</b>   | Caa1      | Stable      | -                 | -           | B-    | Stable      | C           | C                   |

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

[david.karmouni@dgtresor.gouv.fr](mailto:david.karmouni@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : [david.karmouni@dgtresor.gouv.fr](mailto:david.karmouni@dgtresor.gouv.fr)